



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société ARIANEGROUP  
sis chemin de la Loge à Toulouse**



Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2008 relatif à la société ISOICHEM, chemin de la Loge à Toulouse, abrogeant les dispositions fixées par les arrêtés préfectoraux des 31 juillet 2002, 22 mars 2004, 22 septembre 2004, 16 novembre 2004, 30 mai 2005, 9 mai 2006, 31 juillet 2006, et 12 juillet 2007 réglementant les conditions d'exploitation des installations de la société ISOICHEM chemin de la Loge à Toulouse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2009 autorisant la société SNPE Matériaux Énergétiques (SME) à succéder, aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2008 à la société ISOICHEM, chemin de la Loge à Toulouse, pour l'exploitation des installations classées ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 1<sup>er</sup> septembre 2014, 13 décembre 2013, 29 mai 2013, 1<sup>er</sup> août 2012, 7 juillet 2011, 14 avril 2011, 12 janvier 2011, 4 novembre 2010, 8 avril 2010, relatif à la société HERAKLES réglementant les activités relevant des installations classées, chemin de la Loge à Toulouse ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 31 octobre 2018, 2, 27 et 28 avril, 3 mai, 26 août et 6 novembre 2020 relatif à l'exploitaitaion des installations situées chemin de la Loge à toulouse, au profit de la société ARIANEGROUP actuel exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2020 susvisé et en particulier l'article 2.2 prescrivant la transmission, à monsieur le préfet, du réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site pour le 1<sup>er</sup> mars 2021 ;

Vu le courrier de la société ARIANEGROUP du 1<sup>er</sup> mars 2021 adressé à monsieur le préfet relatif à une demande de report de l'échéance de transmission du réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site au 30 juillet 2021 au lieu du 1<sup>er</sup> mars 2021 compte tenu notamment de l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID 19 sur le fonctionnement du site qui n'a pas permis de respecter le délai fixé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 avril 2021, pris à la suite du courrier susmentionné, statuant sur le non-respect des dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2020 susvisé et proposant une mise en demeure afin d'encadrer la transmission du réexamen quinquennal susvisé selon le délai sollicité par l'exploitant du 30 juillet 2021 ;

Considérant la demande de report d'échéance pour la transmission du réexamen quinquennal de l'étude de dangers formulée par la société ARIANEGROUP au travers de son courrier du 1<sup>er</sup> mars 2021 susvisé, et par conséquent le non-respect des dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2020 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2020 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ARIANEGROUP de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées du 7 avril 2021 a été porté à la connaissance de la société ARIANEGROUP le 16 avril 2021 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant l'absence de réponse de la société ARIANEGROUP ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1er – La société ARIANEGROUP, pour ses installations exploitées chemin de la Loge à Toulouse, est mise en demeure de respecter, au 30 juillet 2021, les dispositions fixées à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2020.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ARIANEGROUP.

Fait à Toulouse, le 21 MAI 2021

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Denis CLAGNON